

## POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## L'inflation alimentaire redescendra-t-elle en 2026?

Par LJ Valencia, économiste

## FAITS SAILLANTS

- L'inflation alimentaire s'est fortement accélérée après la pandémie. Après une brève accalmie, le prix des aliments est reparti à la hausse en 2025.
- À court terme, nous prévoyons que l'inflation alimentaire demeurera élevée par rapport aux normes prépandémiques, puisque les aliments achetés en magasin devraient constituer l'un des principaux facteurs de croissance des prix pour une grande partie de 2026. L'augmentation du prix des aliments achetés au restaurant devrait être plus lente, à mesure que progressera l'année.
- Certains facteurs, comme l'effet de glissement annuel découlant du congé de TPS/TVH, les prix à l'importation plus élevés et la hausse du coût des intrants, devraient maintenir une pression à la hausse sur le prix des aliments. Les phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres chocs touchant les chaînes d'approvisionnement demeurent des sources importantes de risque à la hausse.
- Cela dit, nous prévoyons que l'inflation alimentaire n'aura que peu d'influence sur l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) global sur l'horizon de prévision. Elle devrait en effet y contribuer respectivement à hauteur d'environ 0,5 et 0,4 point de pourcentage en 2026 et en 2027. D'autres composantes, comme le logement, devraient avoir une plus grande incidence sur l'inflation globale.

Dire que 2025 a été une année difficile pour l'économie canadienne serait un euphémisme. En effet, le coût des intrants et les prix à la consommation ont été malmenés par les nombreux changements de tarifs douaniers et de contre-tarifs. Pendant la majeure partie de l'année, l'inflation totale est demeurée relativement stable, oscillant près de la cible de 2 % fixée par la Banque du Canada (BdC). Cela dit, les prix des aliments sont toutefois restés à la fois élevés et en hausse, s'accéléralant vers la

fin de l'année. De plus, ils ont surpassé l'inflation globale pendant la période postpandémique (graphique 1). Ce qui nous amène à nous poser les questions suivantes : quels sont les facteurs qui font grimper les prix des aliments, et devrions-nous nous attendre à d'autres hausses démesurées au cours des mois et des années à venir?

## Pourquoi l'inflation alimentaire est-elle si élevée?

Après la pandémie, la croissance des prix des aliments s'est accélérée à un rythme jamais vu depuis le début des années 1980. Et plus récemment, elle est devenue plus importante au Canada qu'au sud de la frontière (graphique 2 à la page 2)<sup>1</sup>.

Cette croissance a été nettement supérieure à sa tendance habituelle (graphique 3 à la page 2). La poussée postpandémique résultait de pressions qui se sont produites simultanément,

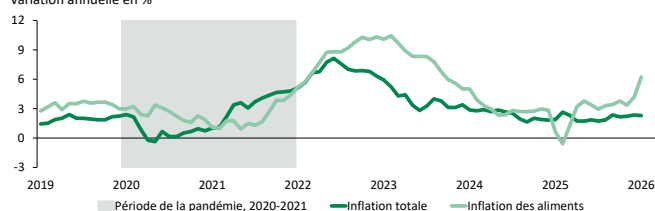
<sup>1</sup> Il faut préciser que les préoccupations concernant la qualité des données économiques américaines sont de plus en plus nombreuses.

## Graphique 1

L'inflation alimentaire a dépassé l'inflation globale après la pandémie

## IPC global et IPC des aliments

Variation annuelle en %

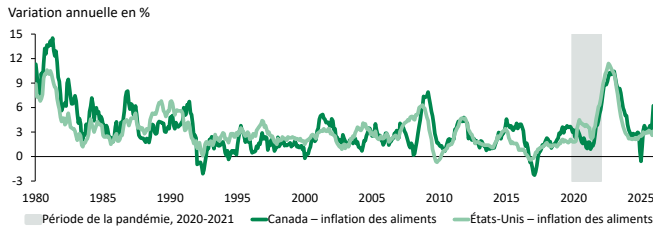


IPC : indice des prix à la consommation  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## Graphique 2

Après la pandémie, l'inflation alimentaire s'est accélérée à un rythme jamais vu depuis le début des années 1980

IPC des aliments

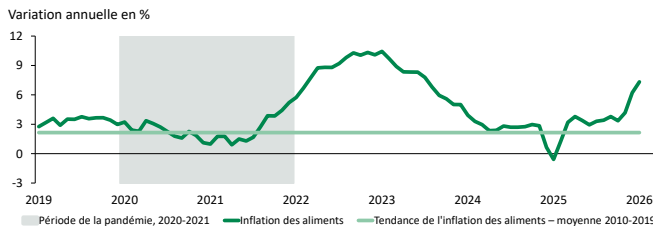


IPC : indice des prix à la consommation  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## Graphique 3

L'inflation alimentaire a dévié de sa tendance habituelle après la pandémie

IPC des aliments et tendance



IPC : indice des prix à la consommation  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

comme les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, la pénurie de main-d'œuvre, la hausse du coût des intrants et les événements météorologiques extrêmes plus fréquents (Fradella, 2022). Ces chocs ont tendance à frapper le Canada plus durement que d'autres grands importateurs d'aliments, comme les États-Unis. En tant que petite économie ouverte, le Canada a très peu d'influence sur le prix des biens qu'il importe. Il dépend fortement des importations d'aliments frais, surtout durant l'hiver, ce qui a contribué à une forte volatilité des prix, laquelle est influencée par les coûts de transport, les taux de change et les délais d'approvisionnement (Nuño-Ledesma et von Massow, 2023 [en anglais seulement]).

Analysant plus en profondeur quelques-uns de ces facteurs, certaines études portent à croire que les fluctuations du taux de change ont un effet important sur l'inflation au Canada (Lafliche, 1997; Wang, 2023). Cet effet est particulièrement prononcé pour les catégories d'aliments qui sont les plus importés, comme les fruits et les légumes frais, dont les prix ont tendance à s'ajuster rapidement aux fluctuations des devises (Savoie-Chabot et Khan, 2015 [en anglais seulement]). Le fait que le Canada soit si dépendant des importations d'aliments signifie également qu'il est plus exposé aux perturbations causées par les conditions météorologiques à l'étranger. Des données récentes laissent croire que les changements climatiques font augmenter chaque année la volatilité du rendement des cultures estivales à

l'échelle mondiale, ce qui rend l'approvisionnement en produits agricoles plus instable (Proctor, et collab., 2025 [en anglais seulement]).

Certains progrès ont été réalisés pour freiner l'inflation alimentaire. Les politiques gouvernementales, comme le [congé de TPS/TVH](#) et l'élimination de la [tarification de la pollution](#), ont offert un certain répit à un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes. Toutefois, l'allègement de la taxe de vente n'était que temporaire et s'appliquait en grande partie aux aliments achetés dans les restaurants (la plupart des produits d'épicerie étaient déjà exonérés de la TPS/TVH), et l'élimination de la tarification de la pollution ne devrait avoir qu'une faible incidence sur le prix des aliments à l'avenir. Quoi qu'il en soit, le prix des aliments s'est à nouveau emballé en 2025. Un récent rapport de la BdC attribue une grande partie de cette hausse aux pressions croissantes sur les coûts des chaînes d'approvisionnement qui sont survenues à la fin de 2024. Ces pressions sont habituellement moins généralisées et davantage reliées aux produits importés (Bilyk, 2026).

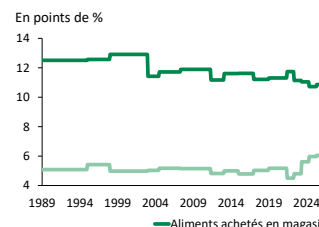
## Une part plus importante des dépenses des ménages canadiens est consacrée à l'alimentation

À mesure que les prix des aliments grimpent, les ménages dépensent naturellement davantage pour la nourriture, qui constitue donc une plus grande part du panier de l'IPC. Après avoir suivi une tendance à la baisse pendant la majeure partie du siècle, la part des aliments dans le panier de l'IPC a récemment commencé à augmenter, pour atteindre 16,9 % de l'IPC global au milieu de 2025. C'est un sommet depuis 2011. Fait important, ce n'est pas le simple résultat du prix plus élevé des aliments achetés en magasin. Les Canadiens et les Canadiennes consacrent une part record de leur budget alimentaire aux repas au restaurant, même si les dépenses dans les établissements de restauration ne représentent encore qu'un peu plus de la moitié de celles effectuées dans les magasins (graphique 4). C'est en partie une question de prix, puisque le coût des aliments achetés dans les restaurants a augmenté à un rythme plus rapide que celui des aliments achetés en magasin. Ainsi, le fait de remplacer les repas préparés à la maison par ceux provenant des

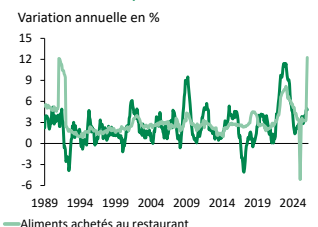
## Graphique 4

La part plus élevée des aliments dans l'IPC est attribuable en partie aux repas pris au restaurant

Pondération de la composante des aliments dans l'IPC



Inflation de la composante des aliments dans l'IPC



IPC : indice des prix à la consommation  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

restaurants augmente mécaniquement la part de la composante alimentaire dans l'IPC. Les données sur le commerce de détail nous indiquent également que les volumes des ventes des supermarchés et autres épiceries (excluant les dépanneurs) en 2025 ont été inférieurs aux niveaux pré-pandémiques, même si la population était beaucoup plus nombreuse. Par conséquent, par habitant, les achats d'aliments en magasin ont atteint leur plus bas niveau jamais enregistré l'an dernier, tandis que ceux effectués dans les restaurants se sont rapprochés de la moyenne pré-pandémique. Ce changement de comportement, marqué par un désengagement pour les repas à la maison au profit des repas au restaurant, explique en partie la pression soutenue sur l'inflation de l'IPC des aliments depuis la pandémie.

### Inflation alimentaire : quelles sont les perspectives?

Nos prévisions mises à jour de l'IPC des aliments indiquent que l'inflation alimentaire demeurera élevée à court terme. L'effet de glissement annuel découlant du congé de TPS/TVH explique en partie cette tendance à court terme (voir encadré). L'augmentation des prix à l'importation, en particulier pour les produits comme le café et les céréales, devrait également exercer une pression à la hausse à court terme. La récente guerre commerciale américaine, ainsi que ses effets perturbateurs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, devrait également jouer un rôle dans la remontée des prix à l'importation. Nous prévoyons toutefois que l'inflation alimentaire ralentira pour s'établir autour de 2 % en variation annuelle d'ici le milieu ou la fin de 2026. Les aliments achetés en magasin seront probablement un facteur important pendant une bonne partie

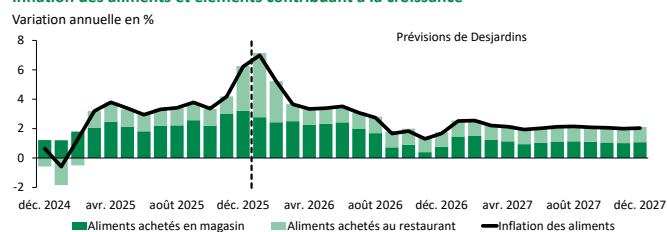
de 2026, contribuant à hauteur d'environ 2,1 % à l'inflation alimentaire en 2026 et de 2,3 % en 2027, ce qui est bien supérieur à leur contribution d'avant la pandémie, soit 1,4 % entre 2010 et 2019. Cela reflète le coût élevé des intrants pour les biens produits au pays, la hausse du prix des importations et la croissance des salaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

De même, le prix des aliments achetés dans les restaurants devrait probablement demeurer élevé alors que les entreprises continueront de transmettre la hausse des coûts aux consommateurs. Cette composante devrait continuer de stimuler l'inflation alimentaire à court terme, contribuant à hauteur d'environ 1,7 % en 2026 et 1,1 % en 2027 (graphique 5), ce qui est supérieur à sa contribution d'avant la pandémie, soit

#### Graphique 5

##### Les achats au restaurant devraient contribuer à l'inflation alimentaire à court terme

##### Inflation des aliments et éléments contribuant à la croissance



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

### ENCADRÉ

#### Effet des variations annuelles sur l'inflation

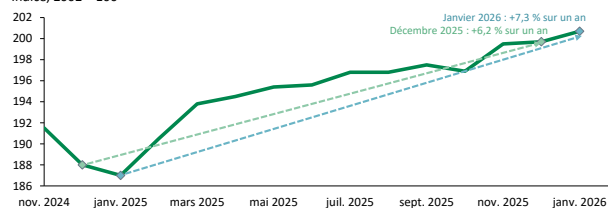
Les effets de l'année de référence se produisent lorsque les variations mensuelles de prix exceptionnellement fortes ou faibles de l'année précédente cessent d'être incluses dans la fenêtre de comparaison sur 12 mois. Cela amplifie ou freine l'inflation d'une année à l'autre, même si l'élan des prix du mois courant n'a pas beaucoup changé. Par exemple, si les valeurs mensuelles étaient particulièrement élevées il y a un an, l'inflation sur une base annuelle pourrait diminuer considérablement au cours du mois correspondant cette année. À l'inverse, des données inhabituellement faibles l'an dernier pourraient faire bondir le taux en variation annuelle. Nous avons observé ce phénomène dans l'IPC de janvier 2026, surtout dans la composante alimentaire, le prix des aliments ayant baissé en janvier 2025 dans les épiceries et les restaurants en raison du congé de TPS/TVH. Toutefois, sur une base mensuelle, l'IPC alimentaire a peu varié en janvier 2026 (graphique A). L'effet contraire se manifestera très probablement dans les prochaines données, puisque la comparaison en variation annuelle ne reflétera plus les distorsions liées au congé de taxe.

#### Graphique A

##### L'effet des variations annuelles peut fausser les données sur l'inflation

##### IPC des produits alimentaires

Indice, 2002 = 100



IPC : indice des prix à la consommation  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

0,8 % entre 2010 et 2019. L'inflation dans cette catégorie devrait demeurer élevée, surtout si la consommation dans les restaurants continue d'augmenter. Cela signifie que les aliments achetés dans les restaurants pourraient continuer de représenter une plus grande part du panier de l'IPC au cours des prochaines années. Les pressions sur les prix dans cette catégorie devraient s'estomper graduellement, à mesure que le coût des intrants et la croissance des salaires se normaliseront.

À noter que nos prévisions ne tiennent pas compte des chocs imprévisibles, comme les conditions météorologiques défavorables affectant les récoltes, les perturbations dans le transport et d'autres événements dans la chaîne d'approvisionnement, qui pourraient entraîner une nouvelle accélération des prix.

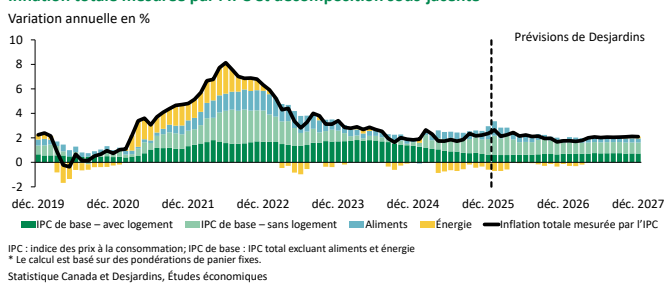
### Comment le prix des aliments influera-t-il sur nos perspectives d'inflation plus générales?

Nous nous attendons à ce que la hausse du prix des aliments représente environ 0,5 point de pourcentage de l'inflation calculée par l'IPC global en 2026 et 0,4 point de pourcentage en 2027. Il s'agit d'une contribution modeste, puisque des catégories autres que les aliments et l'énergie pèseront sur l'inflation globale. En effet, on prévoit que les composantes liées au logement, notamment le loyer et les frais d'intérêt hypothécaires, joueront un rôle beaucoup plus grand et qu'elles représenteront 0,6 point de pourcentage de l'inflation mesurée par l'IPC global en 2026 et 0,7 point de pourcentage en 2027 (graphique 6).

#### Graphique 6

#### La forte inflation alimentaire ne devrait contribuer que modestement à l'inflation globale

Inflation totale mesurée par l'IPC et décomposition sous-jacente\*



### Que peut-on faire pour lutter contre la forte inflation alimentaire?

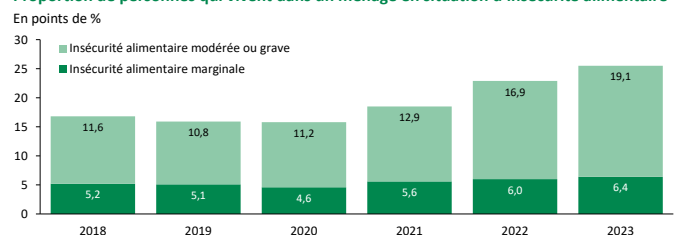
Même si les aliments ne contribueront probablement que modestement à nos perspectives d'inflation, il est important de rappeler que l'IPC représente une variation de prix moyenne au fil du temps pour un panier fixe de biens et de services. L'inflation mesurée par l'IPC pourrait ne pas refléter parfaitement les

changements dans les dépenses d'un seul ménage. À mesure que les revenus augmentent, les gens dépensent généralement plus en aliments de manière globale, mais y consacrent une moins grande partie de leur revenu (phénomène connu sous le nom de « loi d'Engel »). Les recherches montrent que la hausse du prix des aliments peut avoir des répercussions disproportionnées sur les ménages vulnérables financièrement, car elle réduit leur capacité à acheter des biens de base (Uppal, 2023). C'est particulièrement vrai pour les ménages à faible revenu, qui consacrent une plus grande partie de leur budget à l'alimentation (Statistique Canada, 2025). Des données récentes révèlent que près d'un ménage sur cinq a fait face à une insécurité alimentaire modérée ou grave en 2023 (graphique 7). Si l'on tient compte des ménages en situation d'insécurité alimentaire marginale, on atteint environ le quart de la population. En réponse à la hausse de l'insécurité alimentaire, les ménages achètent davantage de produits à prix réduit et se tournent vers des options moins coûteuses (Kostyshyna et Ouellet, 2024 [en anglais seulement]).

#### Graphique 7

#### L'insécurité alimentaire des ménages est en hausse depuis la pandémie

Proportion de personnes qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Certaines politiques, comme la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui prévoit le versement d'un supplément unique équivalant à une augmentation de 50 % de l'ancien crédit pour la TPS et qui devrait augmenter de 25 % par année à compter de juillet 2026, pourraient offrir un certain allègement ciblé aux ménages les plus vulnérables. Ces mesures ne s'attaquent toutefois pas aux causes profondes de l'inflation alimentaire. Les efforts à moyen terme devraient être axés sur le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les pays qui dépendent des importations de produits alimentaires pourraient diversifier leurs sources d'importation pour se protéger contre les fluctuations de prix des aliments à l'échelle mondiale (Hyun et Lee, 2023 [en anglais seulement]). De plus, le rapport de l'étude de marché publié récemment par le Bureau de la concurrence propose diverses solutions possibles, comme la présence accrue des épiciers indépendants, la possibilité pour les épiciers internationaux d'accéder au marché canadien, et la normalisation des prix unitaires chez les détaillants.

## Conclusion

Même si les politiques peuvent contribuer à freiner l'inflation alimentaire, il est peu probable qu'elles fassent baisser les prix. Dans un avenir prévisible, le coût des aliments continuera de grimper plus rapidement comparativement à la période ayant précédé la pandémie. Des facteurs pourraient perdurer, comme la politique commerciale perturbatrice des États-Unis, tandis que ceux ayant un effet à long terme sur les prix, comme les changements climatiques, pourraient s'aggraver avant de s'améliorer. Une orientation soutenue vers les dépenses dans les restaurants exercerait également une pression à la hausse sur l'inflation mesurée du prix des aliments. Même si l'inflation alimentaire ne contribue que modestement à la croissance globale des prix, comparativement à d'autres facteurs, elle n'aidera pas beaucoup la BdC, qui doit composer à la fois avec une inflation persistante et un ralentissement de la croissance économique. Les mesures des politiques gouvernementales peuvent aider, mais il faudra plus que des versements directs aux ménages vulnérables pour améliorer l'abordabilité des aliments. Intensifier la concurrence, renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et améliorer l'autosuffisance du Canada contribueraient grandement à réduire la croissance et la volatilité des coûts alimentaires au pays.